

16 La Journée des droits humains

10 décembre

70

ANS

DÉCLARATION UNIVERSELLE DES DROITS DE L'HOMME

#STANDUP4HUMANRIGHTS

Définition

Les Nations Unies ont proclamé en 1950, le 10 décembre comme étant la Journée des droits humains (résolution 423 (V)) dans le but de promouvoir la Déclaration universelle des droits humains auprès de tous les peuples, un idéal commun à atteindre par tous et par toutes les nations.¹

Manifestation

La Journée des droits humains se manifeste via le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, et la Déclaration universelle des droits humains. Tous trois forment la Charte internationale des droits humains, édictant les droits civils, politiques, culturels, économiques et sociaux qui sont les droits de tous les êtres humains.²

Pourquoi une journée des droits humains?

Les droits humains ont été créés dans le but de protéger la dignité humaine contre l'arbitraire des Etats. Chaque être humain a droit à ces garanties. En conséquence, les droits humains sont décrits comme indivisibles, inviolables et indépendants de toute appartenance étatique.³



La violence contre les femmes est une violation des droits humains. Les droits de la femme sont des droits humains.

«La Journée des droits de l'Homme de cette année (10 décembre) lancera une campagne d'un an pour marquer le 70 e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'Homme (DDH).

Adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 10 décembre 1948, la DDH est un document historique dans l'histoire des droits de l'homme, proclamant pour la première fois les droits inaliénables auxquels tous - sans distinction de race, couleur, religion, sexe, langue, une autre opinion, origine nationale ou sociale, propriété, naissance ou autre statut - sont intrinsèquement autorisés en tant qu'être humain. C'est le document le plus traduit au monde, actuellement disponible en 504 langues.

Le 70^{ème} anniversaire à venir est l'occasion de réaffirmer les valeurs universelles et principes durables inscrits dans la Déclaration, mobiliser les populations du monde entier autour des droits de l'Homme.

www.ogchr.org

Eleanor Roosevelt, 1^{re} présidente de la Commission présidentielle américaine sur le statut de la femme. Après la seconde guerre mondiale, elle joue un rôle déterminant dans la création de l'Organisation des Nations unies (ONU) puis préside, pendant la présidence de Harry S. Truman, la commission chargée de rédiger la Déclaration universelle des droits humains.

1 - <http://www.un.org/fr/events/humanrightsday/>. 2 - Idem. 3 - <https://www.amnesty.ch/fr/themes/droits-humains>. 4 - <https://www.eda.admin.ch/eda/fr/dfae/politique-exterieure/organisations-internationales/nu/ONU-droits-homme/rapports-nationaux/pact-1.html>. 5 - <http://www.un.org/fr/universal-declaration-human-rights/index.html> 6 - <http://www.un.org/fr/events/endviolenceday/2014/index.shtml>

La violence contre les femmes résulte d'une discrimination à l'égard des femmes, tant dans le droit que dans les faits, ainsi que de la persistance d'inégalités entre hommes et femmes.

162

Le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (Pacte II de l'ONU) compte 162 Etats parties.⁴



Dans le monde, y compris en Suisse, une multitude d'événements sont organisés le 10 décembre.

Les défenseurs des droits humains sont les personnes qui agissent pour promouvoir et protéger leurs propres droits ou ceux des autres.

La Déclaration universelle des droits de l'homme a été traduite dans plus de

500

langues différentes.⁵

La violence contre les femmes a de lourdes conséquences et peut empêcher la réalisation de progrès dans certains domaines, comme l'élimination de la pauvreté, la lutte contre le VIH/sida, la paix et la sécurité.⁶

Cette violence n'est pas inévitabile et sa prévention est non seulement possible mais essentielle.

16 La Journée des droits humains

10 décembre

(suite)



Idées générales pour agir

● Célébrez

la journée internationale des droits humains

● Soyez un allié

pour les hommes et les femmes qui travaillent pour mettre fin à la violence de genre

● Respectez

et promouvez le respect pour tous sans égard de race, genre, religion ou orientation sexuelle. Ne tolérez pas les discriminations, la violence ou les comportements dégradants contre qui que soit que vous percevez comme différent de vous-même

● Partagez

la convention des droits humains autour de vous et discutez de celle-ci en famille

● Commencez

en prenant vous-même connaissance de cette convention (voir page suivante) pour pouvoir en parler en connaissance de cause chaque fois que l'occasion se présente.

Faites-en un thème de discussion dans les associations, écoles, ONG, groupements paroisses, sociétés diverses auxquelles vous appartenez

● Renforcez

la sensibilité du public aux droits des femmes et l'éducation aux droits humains à tous les niveaux du système éducatif ainsi que dans la formation de la police, la justice, les médias et l'éducation



Idées d'action pour les jeunes 12 à 25 ans

- **Portez** le ruban blanc comme symbole de votre engagement à ne pas commettre, tolérer, ni rester silencieux face à la violence envers les jeunes et les femmes
- **Promouvoir** les droits inscrits dans la Déclaration et ce que la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (DDH) signifie dans notre vie quotidienne
- **Engagez** un large public et mobilisez les gens pour les droits de l'homme
- **Réfléchissez** aux progrès et aux défis, et aux façons dont chacun peut défendre les droits de l'homme.»

Sources utiles

➔ Journée des droits de l'Homme

<https://www.eda.admin.ch/dam/mission-eu-brussels/fr/documents/hr-day-2017-fr.pdf>

➔ Haut Commissariat aux Droits de l'Homme

<http://www.ohchr.org>

➔ UNESCO

<http://www.unesco.org>

➔ Amnesty International

<https://www.amnesty.ch>

➔ Nations Unies

<http://www.un.org/fr/sections/history-united-nations-charter/1942-declaration-united-nations/index.html>

➔ Objectif 16 des ODD

<https://www.eda.admin.ch/agenda2030/de/home/agenda-2030/die-17-ziele-fuer-eine-nachhaltige-entwicklung/ziel-16-friedliche-und-inklusive-gesellschaften-fuer-eine.html>

Idées d'action pour les hommes



- **Promouvoir** les droits inscrits dans la Déclaration et ce que la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (DDH) signifie dans notre vie quotidienne
- **Engagez** un large public et mobilisez les gens pour les droits de l'Homme
- **Réfléchissez** aux progrès, aux défis, et aux façons dont chacun peut défendre les droits de l'Homme

70

ANS

DÉCLARATION
UNIVERSELLE DES
DROITS DE L'HOMME

#STANDUP4HUMANRIGHTS

Le 10 décembre 2018, la Suisse et la communauté internationale commémoreront le 70e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'Homme qui, sept décennies après son adoption, demeure d'une actualité incontestable.

Les droits de l'Homme constituent une nécessité pour nos sociétés. Ils représentent une contribution majeure au renforcement de la paix et de la stabilité et à la promotion d'un développement durable. Les droits de l'Homme sont au cœur des valeurs que défend la Suisse et de son modèle politique, fondé sur les principes de démocratie, de non-discrimination, d'égalité des genres, de coexistence pacifique et de respect mutuel entre les personnes issues de différents horizons religieux, linguistiques, ethniques et culturels.



16 Thèmes pour 16 jours d'activisme - Campagne Suisse Ruban Blanc c/o Secrétariat Fondation WWSF, Genève
tél: 022 738 66 19 - info(at)ruban-blanc.ch - www.ruban-blanc.ch



Déclaration universelle des droits de l'Homme

Proclamée par la résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies 217 A (III) du 10 décembre 1948

(https://www.ohchr.org/EN/UDHR/Documents/UDHR_Translations/frn.pdf)

Préambule

Considérant que la reconnaissance de la dignité inhérente à tous les membres de la famille humaine et de leurs droits égaux et inaliénables constitue le fondement de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde.

Considérant que la méconnaissance et le mépris des droits de l'Homme ont conduit à des actes de barbarie qui révoltent la conscience de l'humanité et que l'avènement d'un monde où les êtres humains seront libres de parler et de croire, libérés de la terreur et de la misère, a été proclamé comme la plus haute aspiration de l'homme.

Considérant qu'il est essentiel que les droits de l'homme soient protégés par un régime de droit pour que l'homme ne soit pas contraint, en suprême recours, à la révolte contre la tyrannie et l'oppression.

Considérant que dans la Charte les peuples des Nations Unies ont proclamé à nouveau leur foi dans les droits fondamentaux de l'Homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, dans l'égalité des droits des hommes et des femmes, et qu'ils se sont déclarés résolus à favoriser le progrès social et à instaurer de meilleures conditions

de vie dans une liberté plus grande. Considérant qu'il est essentiel d'encourager le développement de relations amicales entre nations.

Considérant que les Etats Membres se sont engagés à assurer, en coopération avec l'Organisation des Nations Unies, le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Considérant qu'une conception commune de ces droits et libertés est de la plus haute importance pour remplir pleinement cet engagement.

L'Assemblée Générale proclame la présente Déclaration universelle des droits de l'Homme comme l'idéal commun à atteindre par tous les peuples et toutes les nations afin que tous les individus et tous les organes de la société, ayant cette Déclaration constamment à l'esprit, s'efforcent, par l'enseignement et l'éducation, de développer le respect de ces droits et libertés et d'en assurer, par des mesures progressives d'ordre national et international, la reconnaissance et l'application universelles et effectives, tant parmi les populations des Etats Membres eux-mêmes que parmi celles des territoires placés sous leur juridiction.

Article 1

Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Ils sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité.

juridique ou international du pays ou du territoire dont une personne est ressortissante, que ce pays ou territoire soit indépendant, sous tutelle, non autonome ou soumis à une limitation quelconque de souveraineté.

peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

Article 2

1. Chacun peut se prévaloir de tous les droits et de toutes les libertés proclamés dans la présente Déclaration, sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation.

2. De plus, il ne sera fait aucune distinction fondée sur le statut politique,

Article 3

Tout individu a droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne.

Article 4

Nul ne sera tenu en esclavage ni en servitude; l'esclavage et la traite des esclaves sont interdits sous toutes leurs formes.

Article 5

Nul ne sera soumis à la torture, ni à des

Article 6

Chacun a le droit à la reconnaissance en tous lieux de sa personnalité juridique.

Article 7

Tous sont égaux devant la loi et ont droit sans distinction à une égale protection de la loi. Tous ont droit à une protection égale contre toute discrimination qui violerait la présente Déclaration et contre toute provocation à une telle discrimination.

Article 8

Toute personne a droit à un recours effectif devant les juridictions nationales



compétentes contre les actes violant les droits fondamentaux qui lui sont reconnus par la constitution ou par la loi.

Article 9

Nul ne peut être arbitrairement arrêté, détenu ou exilé.

Article 10

Toute personne a droit, en pleine égalité, à ce que sa cause soit entendue équitablement et publiquement par un tribunal indépendant et impartial, qui décidera, soit de ses droits et obligations, soit du bien-fondé de toute accusation en matière pénale dirigée contre elle.

Article 11

1. Toute personne accusée d'un acte délictueux est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établie au cours d'un procès public où toutes les garanties nécessaires à sa défense lui auront été assurées.

2. Nul ne sera condamné pour des actions ou omissions qui, au moment où elles ont été commises, ne constituaient pas un acte délictueux d'après le droit national ou international. De même, il ne sera infligé aucune peine plus forte que celle qui était applicable au moment où l'acte délictueux a été commis.

Article 12

Nul ne sera l'objet d'immixtions arbitraires dans sa vie privée, sa famille, son domicile ou sa correspondance, ni d'atteintes à son honneur et à sa réputation. Toute personne a droit à la protection de la loi contre de telles immixtions ou de telles atteintes.

Article 13

1. Toute personne a le droit de circuler librement et de choisir sa résidence à l'intérieur d'un Etat.

2. Toute personne a le droit de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays.

Article 14

1. Devant la persécution, toute personne a le droit de chercher asile et de bénéficier de l'asile en d'autres pays.

2. Ce droit ne peut être invoqué dans le cas de poursuites réellement fondées sur un crime de droit commun ou sur des agissements contraires aux buts et aux principes des Nations Unies.

Article 15

1. Tout individu a droit à une nationalité.

2. Nul ne peut être arbitrairement privé de sa nationalité, ni du droit de changer de nationalité.

Article 16

1. A partir de l'âge nubile, l'homme et la femme, sans aucune restriction quant à la race, la nationalité ou la religion, ont le droit de se marier et de fonder une famille. Ils ont des droits égaux au regard du mariage, durant le mariage et lors de sa dissolution.

2. Le mariage ne peut être conclu qu'avec le libre et plein consentement des futurs époux.

3. La famille est l'élément naturel et fondamental de la société et a droit à la protection de la société et de l'Etat.

Article 17

1. Toute personne, aussi bien seule qu'en collectivité, a droit à la propriété.

2. Nul ne peut être arbitrairement privé de sa propriété.

Article 18

Toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion; ce droit implique la liberté de changer de religion ou de conviction ainsi que la liberté de manifester sa religion ou sa conviction seule ou en commun, tant en public qu'en privé, par l'enseignement, les pratiques, le culte et l'accomplissement des rites.

Article 19

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

Article 20

1. Toute personne a droit à la liberté de réunion et d'association pacifiques.

2. Nul ne peut être obligé de faire partie d'une association.

Article 21

1. Toute personne a le droit de prendre part à la direction des affaires publiques de son pays, soit directement, soit par l'intermédiaire de représentants librement choisis.

2. Toute personne a droit à accéder, dans des conditions d'égalité, aux fonctions

publiques de son pays.

3. La volonté du peuple est le fondement de l'autorité des pouvoirs publics; cette volonté doit s'exprimer par des élections honnêtes qui doivent avoir lieu périodiquement, au suffrage universel égal et au vote secret ou suivant une procédure équivalente assurant la liberté du vote.

Article 22

Toute personne, en tant que membre de la société, a droit à la sécurité sociale; elle est fondée à obtenir la satisfaction des droits économiques, sociaux et culturels indispensables à sa dignité et au libre développement de sa personnalité, grâce à l'effort national et à la coopération internationale, compte tenu de l'organisation et des ressources de chaque pays.

Article 23

1. Toute personne a droit au travail, au libre choix de son travail, à des conditions équitables et satisfaisantes de travail et à la protection contre le chômage.

2. Tous ont droit, sans aucune discrimination, à un salaire égal pour un travail égal.

3. Quiconque travaille a droit à une rémunération équitable et satisfaisante lui assurant ainsi qu'à sa famille une existence conforme à la dignité humaine et complétée, s'il y a lieu, par tous autres moyens de protection sociale.

4. Toute personne a le droit de fonder avec d'autres des syndicats et de s'affilier à des syndicats pour la défense de ses intérêts.

Article 24

Toute personne a droit au repos et aux loisirs et notamment à une limitation raisonnable de la durée du travail et à des congés payés périodiques.

Article 25

1. Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux ainsi que pour les services sociaux nécessaires; elle a droit à la sécurité en cas de chômage, de maladie, d'invalidité, de veuvage, de vieillesse ou dans les autres cas de perte de ses moyens de subsistance par suite de circonstances indépendantes de sa volonté.

2. La maternité et l'enfance ont droit à une aide et à une assistance spéciales.



Tous les enfants, qu'ils soient nés dans le mariage ou hors mariage, jouissent de la même protection sociale.

Article 26

1. Toute personne a droit à l'éducation. L'éducation doit être gratuite, au moins en ce qui concerne l'enseignement élémentaire et fondamental. L'enseignement élémentaire est obligatoire. L'enseignement technique et professionnel doit être généralisé; l'accès aux études supérieures doit être ouvert en pleine égalité à tous en fonction de leur mérite.
2. L'éducation doit viser au plein épanouissement de la personnalité humaine et au renforcement du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Elle doit favoriser la compréhension, la tolérance et l'amitié entre toutes les nations et tous les groupes raciaux ou religieux, ainsi que le développement des activités des Nations Unies pour le maintien de la paix.
3. Les parents ont, par priorité, le droit de choisir le genre d'éducation à donner à leurs enfants.

Article 27

1. Toute personne a le droit de prendre part librement à la vie culturelle de la

communauté, de jouir des arts et de participer au progrès scientifique et aux bienfaits qui en résultent.

2. Chacun a droit à la protection des intérêts moraux et matériels découlant de toute production scientifique, littéraire ou artistique dont il est l'auteur.

Article 28

Toute personne a droit à ce que règne, sur le plan social et sur le plan international, un ordre tel que les droits et libertés énoncés dans la présente Déclaration puissent y trouver plein effet.

Article 29

1. L'individu a des devoirs envers la communauté dans laquelle seule le libre et plein développement de sa personnalité est possible.
2. Dans l'exercice de ses droits et dans la jouissance de ses libertés, chacun n'est soumis qu'aux limitations établies par la loi exclusivement en vue d'assurer la reconnaissance et le respect des droits et libertés d'autrui et afin de satisfaire aux justes exigences de la morale, de l'ordre public et du bien-être général dans une société démocratique.

3. Ces droits et libertés ne pourront, en aucun cas, s'exercer contrairement aux buts et aux principes des Nations Unies

Article 30

Aucune disposition de la présente Déclaration ne peut être interprétée comme impliquant pour un Etat, un groupement ou un individu un droit quelconque de se livrer à une activité ou d'accomplir un acte visant à la destruction des droits et libertés qui y sont énoncés.

LES
HOMMES
NAISSENT
ET
DEMEURENT
LIBRES
ET EGAUX
EN DROITS

